

Le présent document de projet respect le canevas du Manuel FGC2017



Titre du projet	Projet d'Appui aux Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire en Afrique - PA/EESSA
Référence FGC du projet	-
Association membre	IRED
Pays/Localités	Afrique de l'Ouest (Ouagadougou/Burkina Faso) Afrique Centrale (Douala/Cameroun) Afrique des Grands Lacs (Bujumbura/Burundi)
Thème principal	Accompagnement des entreprises africaines de l'économie sociale et solidaire (ESS) par des actions de renforcement des capacités, la mise à disposition d'une plateforme virtuelle de Laboratoire ESS et d'un service international d'appui
Contribution demandée à la FGC	510 000 CHF
Contribution des partenaires locaux	90 000 CHF
Durée du projet	3 ans
<p>Contexte (750 signes espaces compris)</p> <p>Le projet intitulé : « Projet d'Appui aux Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire en Afrique » (PA/EESSA) se veut le prolongement du « Projet d'appui à la restructuration du RAESS » exécuté du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016, avec le soutien financier de la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) à hauteur de 125.088.- CHF (environ 100.000 euros) financée par la FGC.</p> <p>La première phase a permis le recensement et la restructuration des réseaux d'ESS membres du Réseau Africain d'Economie sociale et solidaire (RAESS), le renforcement de leurs capacités et l'amélioration de la visibilité du réseau continental.</p> <p>Le présent projet couvre un espace plus large en intégrant, dans son volet renforcement des capacités des entreprises d'ESS de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à travers le pôle de Ouagadougou, de l'Afrique Centrale, à travers le pôle de Douala et de l'Afrique des Grands Lacs à travers le pôle de Bujumbura.</p>	
<p>Partenaires terrain (200 signes espaces compris)</p> <p>Le porteur du projet est l'Institut Panafricain pour le Développement, Région Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS). Il a en charge le pôle de Ouagadougou. L'IPD-AOS travaillera en partenariat avec l'Institut Panafricain pour le Développement, Région Afrique Centrale (IPD-AC) pour le pôle de Douala, l'association Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines (ADISCO) pour le pôle de Bujumbura.</p> <p>Quant au site web ESS Afrique, il offrira ses contenus (laboratoire ESS et service d'appui international) à toutes les entreprises africaines d'ESS au-delà des réseaux membres du RAESS, bénéficiaires de la première phase du projet.</p>	

Objectifs visés (400 signes espaces compris)

Objectif général : Contribuer au renforcement des capacités et à la promotion des entreprises africaines de l'ESS par la formation et la mise à disposition d'une plateforme Laboratoire ESS.

Objectifs spécifiques :

- organiser, dans chaque pôle, des ateliers de formation des acteurs des entreprises africaines de l'ESS (le programme de formation en annexe 8, 9 et 10 précise les thèmes abordés) ;
- organiser des missions d'échanges sous forme de formation alternative entre les leaders et responsables d'ESS de chaque pôle ;
- offrir aux entreprises africaines d'ESS, à travers la rubrique Laboratoire du site web ESS, des études, des recherches et des « papers » ;
- offrir aux entreprises africaines d'ESS, à travers la rubrique Service International d'Appui, des outils et orientations ;
- offrir au niveau de chaque pôle un service local d'appui constitué d'un groupe de consultants disposé à répondre aux attentes des entreprises africaines d'ESS.

Démarche (750 signes espaces compris)

Le projet vise à renforcer les capacités des leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS afin de leur permettre d'assurer une bonne gouvernance de leurs entreprises qui deviendront des supports du développement durable. Les formations alternatives proposées constituent des occasions d'apprentissage de nouvelles pratiques et des idées novatrices mutuellement profitables mais aussi d'échange à travers les méthodes participatives de formation. Le projet vise également à mettre à la disposition des entreprises d'ESS un site web ESS offrant une rubrique Laboratoire proposant des études, des recherches et des « papers » et une rubrique service international d'appui proposant des outils pratiques de gestion, guides utiles pour les managers des entreprises africaines d'ESS. Des services d'appui locaux complètent le dispositif.

Toute la démarche du projet demeure sensible au genre et à l'issue du projet au moins 30% de femmes seront bénéficiaires des acquis.

Bénéficiaires (300 signes espaces compris)

Bénéficiaires directs : les leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS qui recevront les formations et bénéficieront des missions d'échanges d'expériences (formation alternative) soit :

- 60 participants pour le pôle de Ouagadougou ;
- 120 participants pour le pôle de Bujumbura ;
- 120 participants pour le pôle de Douala.

Les activités de la plateforme par ses volets Laboratoire et Service d'appui toucheront l'ensemble des entreprises ESS de l'Afrique francophone.

Bénéficiaires indirects : les membres des entreprises bénéficiaires des formations et les populations concernées par les services des entreprises africaines d'ESS ciblées par le projet et les acteurs de l'économie informelle africaine.

Résultats attendus (400 signes espaces compris)

- 300 leaders et responsables des entreprises africaines de l'ESS sont formés ;
- une dizaine de missions d'échange d'expériences (formations alternatives) sont organisées ;
- 3000 documents sont disponibles et consultables sur la plateforme Laboratoire ESS ;
- le Laboratoire ESS est un espace de témoignage et de partage d'expériences ;
- au moins 30 outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS sont disponibles et consultables sur le site web ESS dans la rubrique Service International d'Appui.

Informations sur l'association membre (400 signes espaces compris)

L'association Innovations et Réseaux pour le Développement (IRED) a introduit la première phase du projet intitulé « Projet d'appui à la restructuration du RAESS » exécuté du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016. Accompagnant le partenaire local, l'Institut Panafricain pour le Développement, Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS), l'IRED a obtenu des résultats à travers l'organisation de trois séminaires sous-régionaux et la création de la plateforme Laboratoire ESS. Elle s'engage à nouveau à introduire la seconde phase du projet intitulé « Projet d'Appui aux Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire en Afrique » (PA/EESSA) afin d'élargir et de consolider les acquis de la première phase.

FGC: questionnaire de projet de développement

Nom du projet: Projet d'Appui aux Entreprises de l'ESS en Afrique (PA/EESSA)

Nouveau projet: non (Extension Projet FGC/IRED 15-45 RAESS)

Pays et régions : Cameroun en Afrique centrale francophone (CEEAC) et Burkina Faso pour l'Afrique de l'Ouest et du Sahel francophone, Burundi pour la région des Grands Lacs.

Domaines d'intervention (mots-clés) : renforcement des capacités, formations alternatives, plateforme Laboratoire, Service International d'appui, service local d'appui.

1. Association membre

1.1. Nom de l'Association membre de la FGC présentant le projet:

IRED.ORG : 3, rue de Varembe, 1211 Genève 20 CH ; Tel. 022.734.17.16) ; info@ired.org

1.2. Nom de(s) la personne(s) de contact principale(s):

M. Fernand Vincent, Fondateur de l'IRED, 3, rue de Varembe, 1211 Genève 20 CH ; Tel. 022.734.17.16 ; fernand.vincent@ired.org; www.ired.org

1.3. Nom de(s) la deuxième personne(s) de contact:

M. Philippe ECUVILLON, informaticien, IRED, 3, rue de Varembe, 1211 Genève 20 CH ; Tel. 022.734.17.16 ; info@ired.org; www.ired.org

2. Partenaire local

Organigrammes en annexe: oui /

2.1. Partenaire local/coordination/réseau principal(e) chargé(e) de la réalisation du projet :

a) Nom en toutes lettres et sigle :

Institut Panafricain pour le Développement, Région Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS)

01 BP 1756 Ouagadougou 01 – 278 –Avenue Bendogo (28.668) ; Tél. : 50 36 48 07 / 50 36 47 62 - Fax : (226) 50 36 47 30 – E-mail : ipdaos@fasonet.bf ; - Site WEB : www.ipdaos.org

2.2. Profil et identité du porteur du projet

a) Statut institutionnel : L'Institut Panafricain pour le Développement ; Région Afrique de l'Ouest et du Sahel (IPD-AOS) est l'un des cinq bureaux régionaux de l'Association Internationale dont le siège se trouve à Ouagadougou (Burkina Faso). L'IPD-AOS jouit d'un accord de siège avec l'Etat burkinabè qui l'accueille. Il a pour mission la formation des cadres moyens africains capables de promouvoir et d'améliorer les conditions de vie des populations de sa zone de couverture, en participant au développement économique et social et culturel des pays membres, à travers des activités de recherche-action, d'appui-conseil, de formation et de gestion de projets de coopération technique.

b) Début de l'activité :

L'IPD-AOS a officiellement démarré ses activités le 01 septembre 1977 avec un dossier contenant un plan d'action à moyen et long termes dans les domaines de l'appui-conseil, de la formation, de la recherche et de la consultation, ainsi qu'un plan opérationnel pour la période 1978-1982.

c) Composition et compétences de l'équipe responsable (H/F) :

Dans le cadre de l'exécution du présent projet, l'équipe responsable de l'IPD-AOS est constituée du Dr. Poussi SAWADOGO, historien, diplomate, communicateur, enseignant-chercheur et ancien Secrétaire Général du Gouvernement et du Conseil des Ministres du Burkina Faso, actuellement Directeur des Etudes de l'IPD-AOS. Il sera assisté par un assistant de projet recruté à cet effet. L'équipe bénéficiera de l'accompagnement de Mme Barkissa Mouso DAMOUE, analyste en décentralisation et Comptable à l'IPD-AOS. Le projet bénéficiera également de l'appui technique de l'association Yam Pukri, notamment pour la gestion de la plateforme Laboratoire ESS. Le projet bénéficiera de l'expertise des autres pôles et en particulier de celle de la MDE de l'Adisco au Burundi financé en partie par la FGC dans le cadre du projet PRO JEUNES EMPLOI (FGC 15/21). Le projet bénéficiera également de l'expertise de l'IPD-AC qui exécute déjà le projet de formation et d'appui au développement local (PROFADEL). Le projet ESS s'inscrit dans une dynamique de complémentarité et touche les acteurs de l'ESS non pris en compte par le PROFADEL.

d) Histoire, philosophie globale, objectifs généraux, sa place et son rôle dans la problématique locale :

L'IPD-AOS a été créé le 05 août 1977 sur l'initiative de plus de 80 délégués présents à un Colloque régional pour la constitution du bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à Ouagadougou (Haute Volta) les 19, 20 et 21 janvier 1977. L'IPD-AOS couvre douze (12) pays en Afrique de l'Ouest et dans le Sahel. Il a pour mission de former des planificateurs régionaux et gestionnaires de projets pour le développement rural ; proposer des solutions pour former des agents de développement en cours d'emploi (séminaires de courte durée) ; organiser des recherches d'accompagnement à tous les stades des actions de formation et d'appui ; et fournir des actions complémentaires d'appui aux services nationaux de formation et de recherche, ainsi qu'aux projets de développement rural.

e) Programme global, partenariat avec d'autres organismes, soutiens ou financements externes (passés ou en cours), ou ce projet est le seul mené actuellement par le partenaire terrain principal :

L'IPD-AOS reçoit ses principaux financements de la contribution des stagiaires/étudiants pour les formations en courte et longue durées ainsi que la gestion des projets de coopération technique. En 2013/2014 et 2014/2015, l'IPD-AOS a bénéficié d'un projet intitulé *PACER*, financé par l'UEMOA à hauteur de 94.000.000 FCFA. L'objectif global de celui-ci, est d'améliorer l'offre de formation de niveau master et doctorat de l'IPD/AOS ; renforcer la qualité de la formation et de la recherche à l'IPD/AOS ; appuyer la mobilité des étudiants, des enseignants et des chercheurs de l'institut ; renforcer la présence des femmes dans les filières de formation ; et accroître la professionnalisation de l'institut pour une meilleure articulation entre la formation et l'emploi. Pour l'année académique 2016-2017, l'UEMOA a renouvelé sa confiance à l'IPD-AOS en lui concédant la formation de 24 stagiaires issus des huit pays membres de l'organisation. La rentrée effective de ces stagiaires a eu lieu le 28 octobre 2016.

2.3. Collaboration AM – Partenaire

a) Domaines de collaboration antérieure avec l'AM, sur quelles périodes l'IRED et l'IPD ont une longue histoire commune dans la mesure où ils ont été tous les deux fondés par Fernand Vincent et ont poursuivi des collaborations très importantes sur de nombreux chantiers. Les deux institutions partagent la vision de l'ECOSOL.

L'IRED et l'IPD-AOS mènent conjointement de nombreuses activités depuis un certain nombre d'années. L'activité la plus récente en date organisée par les deux institutions est une table-ronde tenue à Genève en janvier 2015 et qui portait sur « Commerce international des produits agricoles, sécurité et souveraineté alimentaire ». Ils ont, par la même occasion, organisé une foire/exposition au cours plus de 50 tableaux d'un célèbre peintre Camerounais. Actuellement, l'IRED et l'IPD-AOS collaborent aussi dans le cadre de recherche de savoir par le biais de la bibliothèque virtuelle (INFODOC).

b) Forces et faiblesses du porteur du projet

- Forces de l'IPD-AOS

Quant aux forces de l'IPD-AOS, on peut citer : un vaste réseau d'organisations intervenant dans le domaine de l'économie sociale et solidaire ; une participation à de nombreuses conférences portant sur les enjeux et défis de l'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest, une coordination d'une pluralité d'acteurs opérant dans des secteurs variés ; l'existence des points de base à utiliser comme ancrage pour le lancement d'un vaste programme de redynamisation de l'économie sociale et solidaire en Afrique de l'Ouest et du Sahel ; l'IPD-AOS qui couvre 12 pays de la sous-région Afrique de l'Ouest-Sahel ; l'IPD-AOS dispose d'une solide équipe très compétente dans le domaine de l'économie sociale et solidaire en Afrique. L'existence d'une plateforme Laboratoire ESS offrant des ressources documentaires et un espace d'échange d'expériences en matière d'ESS constitue une force indéniable et spécifique de l'IPD-AOS.

- Faiblesses de l'IPD-AOS

Les faiblesses de l'IPD-AOS portent sur le nombre réduit de son personnel administratif. Pour palier cela, il sera fait recours à un assistant de projets et à des experts pour soutenir l'initiative. Il faut aussi souligner le problème de connectivité Internet en Afrique qui sera un frein à l'accès à la plateforme Laboratoire.

3. Finances

3.1. Coût total du projet pour la période du 1^{er} mars 2016 au 29 février 2020 : 600 000 CHF soit 376 800 000 F CFA.

**3.2. Montant de la subvention FGC
510 000 CHF soit 320 280 000 F CFA**

Extension envisagée : **Oui**

Oui : nombre d'années : **A préciser plus tard en fonction de l'évolution du projet,**

Estimation indicative du taux de change appliqué : **1 CHF : 628 FCFA**

3.3. Fonds propres du partenaire local et financements par d'autres bailleurs de fonds pour ce projet

Nom ou organisme	Montant en CHF :	Période couverte :	Accord reçu (ou en cours)
1/Partenaire local, porteur du projet (IPD-AOS)	30 000 CHF	Durée du projet	OK
2/Partenaire local 1 associé au projet (IPD-AC)	30 000 CHF	Durée du projet	OK

3/Partenaire local 2 associé au projet (ADISCO)	30 000 CHF	Durée du projet	OK
4/D'autres bailleurs de fonds	Leurs budgets qui portent sur d'autres aspects ne sont pas inclus dans ce montage financier		

4. Cadre d'insertion du projet

4.1. Informations principales sur le cadre géographique, économique et social en lien avec le projet (voir annexe)

a) le cadre géographique :

Afrique de l'Ouest et du Sahel

L'Afrique de l'Ouest est ouverte sur l'océan Atlantique. Elle s'étend du Nigeria aux côtes du Sénégal, et comprend sept pays francophones membres de l'UEMOA (Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest) à savoir : le Burkina Faso, Le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo et le Niger. La Guinée-Bissau, lusophone est le huitième membre de l'UEMOA. Leurs voisins sont des pays anglophones tels que le Nigeria, le Ghana, la Gambie, la Sierra Leone et le Liberia, mais aussi lusophone comme le Cap-Vert. La Guinée-Conakry, pays francophone, n'est pas membre de l'UEMOA.

La population de la région augmente de plus de 3 % par an. Elle est principalement établie dans les grands centres urbains (les capitales des pays) et les zones où le climat permet une vie plus favorable. Cette partie de l'Afrique est découpée en deux grandes zones climatiques :

- le Sud équatorial, avec un climat chaud et humide, d'abondantes pluies et des forêts ;
- et le Nord sahélien, avec des savanes, des steppes et des régions désertiques. Les fleuves les plus importants qui traversent cette partie de l'Afrique sont le Niger, la Gambie et le Sénégal.

Afrique Centrale

L'Afrique Centrale comprend les pays suivants : le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

Le Burundi et le Rwanda appartiennent aussi à la communauté économique des pays d'Afrique centrale, mais ont également adhéré à la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Est (EAC).

b) le cadre socio-politique et économique :

Afrique de l'Ouest et du Sahel

Sur le plan politique, tous les pays francophones d'Afrique de l'Ouest sont des républiques. À partir de 1990, tous se sont remis à l'expérience démocratique et au multipartisme. De nombreux partis politiques, des syndicats et des associations de défense des droits de l'homme mènent de plus en plus librement leurs activités. Suite à des élections libres et transparentes, des pays comme le Mali, le Bénin, le Burkina Faso et le Sénégal ont connu une alternance politique. Les autres pays éprouvent encore quelques difficultés à connaître des alternances démocratiques au niveau le plus élevé. Mais on sent de plus en plus que se consolide la pratique d'élections démocratiques au niveau des instances locales.

En Afrique de l'Ouest francophone, l'économie repose principalement sur l'exploitation des ressources du sol (cultures du cacao, du café, du palmier à huile, du coton, etc.) et du sous-sol (bauxite, gaz naturel, manganèse, or, etc.). La locomotive économique est la Côte d'Ivoire,

qui fournit 40 % du produit intérieur brut de la région. Les pays francophones de cette région sont réunis au sein d'une zone économique qu'on appelle l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) avec le franc CFA comme monnaie commune. Tous ces pays font également partie de la Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), qui rassemble les pays francophones et les autres pays de la région. Mais malgré leurs richesses naturelles, ces pays restent assez pauvres.

Afrique centrale

Le poids économique des pays d'Afrique Centrale est faible et représente, en PIB, 20 milliards de dollars. Les différences de poids économique entre les Etats sont importantes. Le Cameroun est la puissance économique dominante avec 45% du PIB global de la région (et de la population) alors que le Gabon représente 25% du PIB, le Congo presque le 15% et le Tchad, la RCA et la Guinée équatoriale environ 5% chacun. Le niveau moyen des revenus est faible pour les pays alors que pour les quatre pays pétroliers varient entre 570 dollars au Cameroun et 3.180 dollars au Gabon.

Sur le plan social, les pays d'Afrique Centrale se placent parmi les quarante derniers du monde selon l'indice de développement humain (IDH) des Nations Unies. Mais avec d'importantes variations.

D'un point de vue politique, les pays de la zone ont longtemps été soumis à un parti unique et la démocratisation n'a été amorcée qu'au début des années 90, avec l'instauration timide du multipartisme. L'engagement dans des processus de transition et de démocratisation n'a pas toutefois empêché la situation politique et des droits de l'homme de se dégrader et d'aboutir à une période de guerre civile (Congo), à des tentatives de coups d'Etat (RCA, 2001), à une rébellion ouverte (Tchad) et à des tensions inter-états (RCA et Tchad, 2001). Dans toute la zone l'avenir de la démocratie reste fragile et soumis aux risques de contagion transfrontaliers (crise des Grands Lacs et en RCA). Des progrès en matière de liberté d'expression et d'association sont à signaler ainsi qu'une certaine structuration de la société civile, selon des rythmes propres à chaque pays.

Plusieurs pays de la région sont en situation de conflit. Outre les destructions, ces conflits s'accompagnent de déplacements de populations (par ex : entre la RCA et le Tchad et le Congo et le Gabon), d'une grande insécurité, de trafics illicites d'armes, de drogue, d'êtres humains et des pierres précieuses et des graves atteintes à l'intégrité des ressources naturelles.

L'Afrique des Grands Lacs

Cette région connaît des crises endémiques depuis des décennies. Les regards sont focalisés sur les crises de la RDC et la situation politique difficile au Burundi. Dans ce contexte, il est évident que la pauvreté gagne du terrain. La contribution des entreprises d'ESS est fondamentale pour soulager les populations.

c) Approche genre

L'Afrique s'est engagée à améliorer la gouvernance démocratique à travers notamment le développement d'une démarche inclusive sensible au genre et aux groupes vulnérables afin de rendre effectifs les instruments internationaux et régionaux y afférents. C'est ainsi qu'en 2003, l'Union Africaine a adopté le protocole sur les droits de la femme, comme protocole

additionnel à la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui insiste sur les droits civils, politiques, sociaux, économiques et culturels des femmes. En octobre 2010, l'UA a procédé au lancement officiel de la Décennie 2010-2020 de la femme africaine, qui insiste entre autres sur l'impérieuse urgence de promouvoir la participation des femmes aux processus décisionnels politiques à travers leur présence dans les sphères de décision étatique et communautaire

En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO s'est dotée d'un plan d'action à l'issue du forum régional sur le 10e anniversaire de la résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ce plan d'action fait, entre autres, de la participation des femmes aux processus électoraux un des leviers de la participation aux processus de paix dans la sous- région.

Les entreprises africaines de l'ESS offrent des espaces et des possibilités d'action des femmes. Elles offrent des opportunités d'émergence du leadership féminin à même de faire tâche d'huile dans la gouvernance locale et nationale des pays francophones d'Afrique. Les systèmes informels ou semi formels d'épargne et de crédit, les coopératives, les mutuelles et les différents systèmes de solidarité qui existent en Afrique sont très souvent dominés par les femmes. Néanmoins, il est important de rester vigilant pour que les femmes prennent leur rôle dans les instances dirigeantes des entreprises africaines de l'ESS. C'est pourquoi, il sera essentiel dans l'organisation des ateliers nationaux de s'assurer qu'au moins 40% des participants soient des femmes.

4.2. Démarche d'identification et justification du projet (origine, idée de départ, etc.) :

Le projet intitulé : « Projet d'Appui aux Entreprises de l'Economie Sociale et Solidaire en Afrique » (PA/EESSA) se veut le prolongement du « Projet d'appui à la restructuration du RAESS » exécuté du 1^{er} novembre 2015 au 31 octobre 2016. Il avait pour but d'asseoir et de renforcer la légitimité d'action des réseaux nationaux africains de l'ESS, membres du RAESS, au niveau national, régional et international et de manière plus spécifique, à appuyer le recensement et la structuration des réseaux nationaux et régionaux ; renforcer les capacités des réseaux nationaux et régionaux ; et à améliorer la visibilité du RAESS et des membres.

La première phase du projet a permis le recensement et la restructuration de des réseaux d'ESS membres du Réseau Africain d'Economie sociale et solidaire (RAESS), le renforcement de leurs capacités et l'amélioration de la visibilité du réseau continental. Ce résultat est le fruit du protocole d'accord signé entre la Fédération Genevoise de Coopération (FGC) et l'association Innovations et Réseaux pour le Développement (IRED) en faveur du RAESS, complété par une convention de partenariat entre l'IRED et l'Institut Panafricain pour le Développement Afrique de l'Ouest et Sahel (IPD-AOS) désigné par l'IRED comme partenaire terrain. Pour la mise en œuvre du projet, un accord de partenariat a été conclu entre l'IPD-AOS et le Secrétariat Exécutif du RAESS représenté par le Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS) afin de garantir la sécurité juridique des entreprises ainsi que la réalisation technique des activités du projet. Le projet a bénéficié d'une contribution de 125.088.- CHF (environ 100.000 euros) financée par la FGC.

A sa conclusion en octobre 2016, la nécessité d'élargir l'intervention à toutes les entreprises de l'économie sociale et solidaire de l'Afrique a été l'une de recommandations des acteurs.

Le présent projet, tout comme le précédent, est porté par l'Institut Panafricain du Développement, Région Afrique de l'Ouest et du Sahel (IPD-AOS) en qualité d'agent d'exécution sur le terrain. Il s'appuie sur deux stratégies ci-dessous mentionnées :

- renforcer les capacités managériales des entreprises africaines de l'ESS (au cours des ateliers nationaux de formation des actrices et des acteurs) ;
- mettre à la disposition des entreprises africaines de l'ESS un service international d'appui et une plateforme virtuelle de Laboratoire.

Dans sa phase de consolidation des acquis, le projet couvre toujours les zones de l'Afrique Centrale, de l'Ouest et du Sahel francophone et de l'Afrique des Grands Lacs à travers les trois pôles que sont le Douala, Bujumbura et Ouagadougou. Les cibles directes sont les animatrices et les animateurs des entreprises africaines de l'ESS des trois pôles concernés. Il s'agit prioritairement de renforcer les capacités des leaders et des responsables des entreprises africaines de l'ESS et de leur permettre d'accéder aux services d'appui locaux des pôles identifiés.

4.3. Articulation du projet avec le cadre de référence national

a) ONG :

L'économie sociale et solidaire est en général soutenue par des ONG qu'elles soient nationales et/ou internationales. Le présent projet établira des collaborations avec les réseaux nationaux d'ESS des pays concernés et des réseaux paysans installés à Ouagadougou comme le ROPPA.

Toutes les entreprises africaines de l'ESS, qu'elles soient des coopératives, de mutuelles, des syndicats ou des associations, en réseau ou évoluant seules, sont des cibles prioritaires du projet.

b) Gouvernements et ministères :

Même si l'économie sociale et solidaire n'est pas explicitement régie par des lois nationales, les principaux documents de politique nationale tels que les DSRP (documents de stratégie de la réduction de la pauvreté) ou CSLP (cadre stratégique de lutte contre la pauvreté) ou leurs descendants donnent une place importante aux coopératives, aux mutuelles et autres initiatives solidaires. Un règlement de l'UEMOA sur les organisations mutuellistes est en place. **Au Cameroun** par exemple, la loi n°92/006 du 14 avril 1992, relative aux sociétés coopératives et aux groupes d'initiatives communes, a favorisé l'émergence des coopératives agricoles et des coopératives de micro-finance ainsi que la création d'un ministère des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat.

Au Burkina Faso, les acteurs du secteur de l'ESS sont des organismes privés sans but lucratif qui exercent une activité économique et/ou sociale : coopératives, mutuelles, groupements d'intérêt économique, ONGs, fédérations et réseaux. Les axes stratégiques n°1 et 2 du Programme de Développement Economique et Social 2012-2015, portent sur la consolidation d'une dynamique de développement économique et social et la création des conditions de durabilité d'un développement équilibré et inclusif.

Au Burundi, des associations et des coopératives s'activent à changer le quotidien des populations à travers l'offre d'une économie alternative. Une loi spécifique aux coopératives vient d'être promulguée, tandis qu'un code de la protection sociale et un code de la mutualité sont en révision.

a) Autres :

Au-delà des législations des pays, on peut se réjouir du fait que la plupart des ensembles

d'intégration régionale et en particulier l'UEMOA et l'EAC ont développé des outils de promotion des coopératives et des mutuelles. L'UEMOA a par exemple édicté un règlement qui régit les mutuelles de santé. L'EAC (East african community) est en train de travailler sur une loi qui cherche à harmoniser les réglementations nationales des coopératives. Une conférence panafricaine coopérative fonctionne et a créé un bureau à Yaoundé qui, d'ailleurs abrite le siège Africain de l'institut panafricain coopérative et s'est doté d'un plan d'action. La plupart des réglementations sur les coopératives cherchent d'ailleurs à s'intégrer dans les principes de l'OHADA : l'organisation pour l'harmonisation des affaires en Afrique, sans qu'il ne soit certain que les petites initiatives d'ESS pourront y trouver une place honorable. L'IPD-AOS dispose d'un vaste réseau relationnel constitué d'acteurs régionaux et internationaux dont les préoccupations s'intègrent harmonieusement dans l'agenda mondial de réalisation des Objectifs du Développement Durable (ODD).

5. Objectifs principaux et stratégies du projet

Chronogramme ou annexe succinct en annexe 2.

5.1. Objectif général :

Contribuer au renforcement des capacités et à la promotion des entreprises africaines de l'ESS par la formation et la mise à disposition d'une plateforme Laboratoire ESS et d'un Service International d'appui.

5.2. Stratégies prévues pour atteindre les objectifs du projet :

Les stratégies portent sur les axes de travail suivants :

- 1) L'organisation, dans chaque pôle, d'ateliers de formation des acteurs des entreprises africaines de l'ESS ;
- 2) L'organisation de missions d'échanges sous forme de formation alternative entre les leaders et responsables d'ESS de chaque pays ;
- 3) L'offre aux entreprises africaines d'ESS, à travers la rubrique Laboratoire ESS du site web ESS, d'études, de recherches et de « papers » ;
- 4) L'offre aux entreprises d'ESS, à travers la rubrique Service International d'Appui du site web ESS, d'outils pratiques de gestion ;
- 5) L'offre au niveau de chaque pôle d'un service local d'appui constitué d'un groupe de consultants disposé à répondre aux attentes des entreprises africaines d'ESS.

La stratégie consiste à renforcer les compétences managériales des leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS afin que d'assurer l'amélioration continue de la gouvernance de ces entreprises. Ceci contribuera à une meilleure visibilité des services et des produits des entreprises bénéficiaires. Les missions d'échanges à travers les formations formatives sont également des occasions de diffusion de pratiques vertueuses entre les leaders et les responsables des entreprises africaines d'ESS. La disponibilité d'outils pratiques de gestion, à travers le Service International d'Appui et les services locaux d'appui, est un support de facilitation des actions des entreprises africaines d'ESS. La plateforme Laboratoire ESS offre non seulement des ressources documentaires pour soutenir la compréhension et l'action des entreprises africaines d'ESS mais elle propose également à ces acteurs un espace d'interaction pour échanger des expériences réussies ici et là dans chaque pays clé du projet, mais aussi à une échelle plus large.

5.3. Objectifs spécifiques

1. former 300 leaders et responsables des entreprises africaines de l'ESS afin de renforcer leurs compétences managériales et de faire d'eux des modèles dans leurs communautés qui influencent positivement les dynamiques de développement durable ;
2. organiser une dizaine de formations alternatives qui offrent l'opportunité aux leaders et responsables d'entreprises africaines d'ESS de partager les meilleures pratiques et les savoir-

faire locaux au sein de chaque pays ;

3. mettre sur la plateforme Laboratoire ESS 3000 documents (à ce jour la plateforme enregistre plus de 1000 documents).

4. donner la possibilité aux acteurs de l'ESS de témoigner et de partager leurs expériences à travers la plateforme ;

5. Elaborer et mettre sur site Web ESS, dans la rubrique Service International d'Appui, au moins 30 outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS ;

6. Offrir au niveau de chaque pôle un service local d'appui constitué d'un groupe de consultants disposé à répondre aux attentes des entreprises africaines d'ESS. Le service local aura pour mission de mener des activités pour favoriser la création d'incubateurs d'entreprises ESS.

Le cadre logique et la fiche de suivi des indicateurs se trouvent en annexe 6 du dossier.

5.4. Principales activités prévues et résultats escomptés (Chronogramme en annexe 2) :

Le tableau qui précède indique les activités et résultats ci-après :

R1 : Les 300 leaders et responsables, dont au moins 30% de femmes, des entreprises africaines de l'ESS exécutent leurs missions avec satisfaction et inspirent les autres par l'exemple de modèles qu'ils représentent dans la communauté

A1 : Organisation d'un atelier de validation des modules de formation

A2 : Identification des membres des entreprises d'ESS dans chaque pays clé pour prendre part aux formations

A3 : Organisation de deux sessions de formation par an dans chaque pays clé

A4 : Missions de partage d'expériences (formations alternatives) au sein de 05 entreprises africaines d'ESS dans chaque pays clé au profit de 15 leaders et responsables

R2 : 3000 documents sont mis en ligne

A1 : Collecte et mise en ligne des documents produits ou recensés

A2 : Appui conseils et animation du site web ESS

A3 : Volet INFODOC

R3 : Un espace de témoignage et de partage d'expériences reçoit plus de 300 cas d'entreprises africaines de l'ESS

A1 : Facilitation des propositions de témoignages et de partage d'expériences entre les entreprises africaines de l'ESS

A2 : Volet publicité autour du site web ESS

A3 : Maintenance et développement du site web ESS

R4 : Les 30 outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS disponibles et consultables sur la plateforme Laboratoire ESS

A1 : Conception et mise en ligne d'outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS

R5 : Trois services locaux d'appui constitués de groupes de consultants disposés à répondre aux attentes des entreprises africaines d'ESS sont fonctionnels

A1 : Création des services locaux d'appui à travers l'identification des experts et la constitution d'une base de données

A2 : Organisation d'échanges entre les experts de chaque service local d'appui

A3 : Organisation d'activités pour la création d'incubateurs d'entreprises

5.5. Pérennisation du projet

b) Mesures prises par l'AM, y compris financières, en matière de renforcement institutionnel du partenaire

L'IPD-AOS est responsable de l'exécution du présent projet. Il dispose d'une expertise avérée dans le domaine du renforcement des capacités des organisations et des institutions. Il offre également le site web ESS aux entreprises africaines de l'ESS pour l'accès aux ressources documentaires et pour des échanges d'expériences en matière d'ESS. Les services locaux d'appui et le Service International d'Appui offriront des consultations payantes aux EESS intéressées. A terme, ce projet pourrait améliorer son autofinancement à travers l'expertise que l'IPD-AOS et les autres partenaires offriront aux IESS et autres organisations engagées sur la question contre rémunération. Mais, il s'agit là d'une perspective à long terme, à cause de la faiblesse actuelle des IESS. Certains documents de la plateforme procureront par la vente de revenus satisfaisants.

c) Durée estimée du soutien de l'AM et plan de retrait (avec quels délais, budget dégressifs, etc.) :

Sur le volet renforcement des capacités, au terme des trois années du projet, les entreprises bénéficiaires disposeront d'un nombre critique de leaders et de responsables à même d'assurer la continuité de la formation de leurs membres et de leurs collaborateurs.

Pour les volets Service International d'Appui et services locaux d'appui, des initiatives permettront un autofinancement au terme du projet. Il s'agit non seulement de la vente de certains documents en ligne mais aussi de la mise à disposition à titre onéreux de l'expertise des consultants des services d'appui sous la forme de contrats de consultation.

d) Estimation des effets d'entraînement et de la répliquabilité du projet :

Nous croyons qu'un tel projet aura des effets d'entraînement importants.

En effet, les besoins de formation sont immenses au regard du nombre élevé des entreprises africaines d'ESS. La plateforme Laboratoire déjà opérationnel impacte significativement la vie des entreprises africaines de l'ESS. La répliquabilité d'un tel modèle d'accompagnement est fortement élevée.

La zone d'intervention du projet s'élargira dans chaque pôle pour atteindre d'autres villes de la région concernée.

6. Acteurs, bénéficiaires directs et impact du projet

6.1. Acteurs et bénéficiaires directs du projet

Les leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS qui recevront les formations et bénéficieront des missions d'échanges d'expériences (formation alternative) soit 300 leaders et responsables ; toutes les entreprises africaines d'ESS qui participeront à l'animation de la plateforme en partageant des ressources documentaires et des expériences soit 121 entreprises d'ESS répertoriées dans la rubrique Acteurs terrain de l'ESS de la plateforme Laboratoire ESS. Ces documents et échanges bénéficieront également aux 478 abonnés Newsletter à parution mensuelle.

Sur le plan spatial, sont concernés directement par la deuxième phase du projet, l'ensemble des entreprises de l'ESS des trois pôles (Ouagadougou, Douala et Bujumbura).

6.2. Impact prévisible sur les différents groupes sociaux (jeunes, hommes, femmes, sédentaires / nomades, urbains/ ruraux, etc.)

Le renforcement des capacités des entreprises africaines de l'ESS a un impact très important sur la vie des populations pauvres ou marginalisées et notamment des femmes, des jeunes,

des urbains et des ruraux qui sont les principaux acteurs de l'économie sociale et solidaire. Ces actions contribueront à la promotion de la cohésion sociale, à l'augmentation des moyens d'existence, à l'autonomie financière des populations et à l'émergence de l'esprit d'entreprise et surtout à la création de l'emploi.

L'amélioration des compétences managériales des leaders et responsables des entreprises africaines de l'ESS et la disponibilité de ressources documentaires ajoutées à la possibilité d'interaction à travers le site web ESS ont des retombées positives pour les acteurs de l'ESS en Afrique.

7. Moyens mis en œuvre

Apports ou ressources humaines, matérielles ou autres, NON-financières

a) par le partenaire suisse et/ou par les partenaires du Nord

Dans le cadre du projet, l'IRED assurera le suivi l'ensemble des activités, apportera un appui-conseil en développement local et global et participera aux séminaires de renforcement des capacités des entreprises africaines d'ESS en y apportant ainsi son expertise et expérience. L'IRED contribuera par la proposition de ressources documentaires à enrichir le contenu de la plateforme Laboratoire ESS.

b) par les partenaires locaux

L'IPD-AOS sera le gestionnaire direct du projet et apportera à la fois ses infrastructures (locaux, équipements) et surtout l'expertise de son corps scientifique et académique pour piloter l'ensemble de ce projet. Chacun des deux autres partenaires associés au projet (IPD-AC et ADISCO) apportera son expertise et ses infrastructures pour la réalisation des activités de son pôle. La contribution financière des partenaires locaux est de 90 000 CHF durant les trois années du projet soit 30 000 CHF par partenaire.

c) par les bénéficiaires directs :

Les entreprises africaines de l'ESS vont alimenter l'essentiel des actions réalisées dans ce projet et apporteront chacune leur expérience. Les organisations leader (ou chefs de file) en particulier sont responsables de l'animation du site web ESS.

Les entreprises bénéficiaires des sessions de renforcement des capacités seront appelées à contribuer aux frais d'organisation des formations alternatives. Elles supporteront certains frais liés à l'organisation matérielle.

d) le cas échéant, par d'autres acteurs

Au cours du projet, certains partenaires pourront contribuer à la réalisation de certaines activités.

8. Suivi et Evaluation (au niveau de l'AM)

Les principaux termes du contrat entre l'AM et son partenaire portent sur la mise en œuvre du projet selon la description faite et l'obligation d'atteinte des résultats prévus ; l'intégrité parfaite dans la gestion du projet et la tenue d'une comptabilité régulière ; le respect des échéances de rapportage narratif et financier ; la production de rapports qui respectent les obligations de la FGC ; l'obligation de respecter la législation suisse et burkinabé en matière de gestion ; l'obligation de réaliser des audits annuels du projet et de réaliser une évaluation finale ; l'obligation d'apporter une contribution financière/matérielle au projet ; l'obligation de signaler toute contrainte majeure susceptible de compromettre la réalisation du projet ; et la voie choisie pour gérer d'éventuels de conflits.

9. Organe de contrôle financier du projet et des partenaires

9.1. Dans les pôles de réalisation du Projet
Réviseur Comptable Zakaria YARO

9.2. Au niveau de l'AM en Suisse
Fiduciaire Jacques MOYNAT

10. Autres informations

Si jugées nécessaires

Documents constituant le dossier :

1. Budget Prévisionnel du Projet
2. Chronogramme des activités
3. Organigramme de l'IPD-AOS
4. Liste des acronymes
5. Cadre logique du projet
6. Présentation de l'IPD-AOS
7. Projets de programme des séances de formation

En cas d'extension, ajouter:

8. Le complément au questionnaire :
9. Le tableau de comparaison budgétaire du projet précédent :
10. Le rapport d'activités final ou intermédiaire du projet précédent :

Signature:

Date : 07.12.2016

Signature : Dr. Poussi SAWADOGO,
Directeur Régional p.i, IPD-AOS

Annexe 1 : Budget prévisionnel du projet sur la période 1^{er} mars 2017- 29 février 2020

BUDGET DU PROJET APPUI A LA STRUCTURATION DU RAESS									Années		
							628 FCFA/CH		1 ANNEE	2 ANNEE	3 ANNEE
LIBELLE DETAILLE		Justification	Unités	Nombre	Qté	CU	Total	En F CH			
1. FRAIS DU PERSONNEL							35 926 508	57 207,81	11 975 502	11 975 503	11 975 503
1.1	Coordonnateur central du projet IPD AOS	1/3 temps	mois	0,34	36	1 100 000	13 464 000	21 439,49	4 488 000	4 488 000	4 488 000
1.2	Responsable pôle Ouagadougou	1/3 temps	mois	0,34	36	952 819	11 662 505	18 570,87	3 887 502	3 887 503	3 887 503
1.3	01 Assistants du projet	1/3 temps	mois	0,34	36	882 353	10 800 001	17 197,45	3 600 000	3 600 000	3 600 000
-											
2.INFRASTRU CTURE ET EQUIPEMENT							4 000 000	6 369,43	4 000 000		
2.1	2 Ordinateurs, 3 vidéo projecteurs, 1 photocopieur et 2 scanners	Sec perm/compt	pce	1	8	500 000	4 000 000	6 369	4 000 000		
-											
3. ACTIVITES							253 920 000	404 331	97 380 272	78 451 671	78 088 058
3.1	Mise en place et animation du Service International d'appui			3	9	1 000 000	9 000 000	14 331,21	3 000 000	3 000 000	3 000 000

	Hébergement nom de domaine			3	1	250 000	750 000	1 194,27	250 000	250 000	250 000
	Volet Infodoc	Nettoyage info doc, Analyse de la base Infodoc, Analyse du système de mots clés et transfert des mots clés, Création nouveau système de gestion de données et harmonisation avec le site web	Forfait	3	1	1 400 000	4 200 000	6 687,90	4 200 000		
3.3. ADISCO	ACTIVITES						65 940 000	105 000,00	23 166 772	22 277 171	20 496 058
	Gestionnaire du projet	Prime	Mois	0,34	36	952 670,00	11 660 680,80	18 567,96	3 886 894	3 886 894	3 886 894
	Ordinateur	Sec perm/compt	pce	1	1	495 388,00	495 388,00	788,83	495 388		
	Validation des modules	Ateliers d'un jour par module	Forfait	1	7	190 534	1 333 738	2 123,79	571 602	571 602	190 534
	Formation Lancement de l'entreprise	Coût de pour 30 personnes, 4 jours	HJ	1	120	29 343	3 521 160	5 606,94	3 521 160		
	Formation: Organisation et Gestion d'une entreprise ESS	Coût de pour 30 personnes, 4 jours	HJ	1	120	29 343	3 521 160	5 606,94	3 521 160		

Formation: le comprendre marché	Coût de pour 30 personnes, 4 jours	HJ	1	120	29 343	3 521 160	5 606,94	3 521 160		
Formation: expression orale et écrite d'un entrepreneur	Coût de formation pour 30 personnes, 2 jours	HJ	1	60	29 343	1 760 580	2 803,47		1 760 580	
Formation: Responsabilité sociale et économie sociale et solidaire	Coût de formation pour 30 personnes, 3 jours	HJ	1	90	29 343,00	2 640 870	4 205,21		2 640 870	
Coaching pour développement du module "rédaction du business model"	Consultant	HJ	1	10	240 073,00	2 400 730	3 822,82	1 200 365	1 200 365	
Formation: Rédaction Business Model	Coût de formation pour 30 personnes, 10 jours	HJ	1	300	29 343,00	8 802 900	14 017,36		4 401 450	4 401 450
Formation: gestion des ressources humaines	Coût de formation pour 30 personnes, 4 jours	HJ	1	120	29 343,00	3 521 160	5 606,94			3 521 160
Développement des outils	Lay out des modules et outils	Forfait	1	7	381 068,00	2 667 476	4 247,57	889 159	889 159	889 159
Formation alternatives	Stages en entreprises, visites	Forfait	1	10	381 068,00	3 810 680	6 067,96		1 465 646	2 345 034
Véhicule et carburant	Carburant	cout mensuel	1	36	76 213,61	2 743 690	4 368,93	914 563	914 563	914 563
Consommables	consommable de bureau	cout mensuel	1	36	45 728,06	1 646 210	2 621,35	548 737	548 737	548 737

	Communication	téléphone internet et	cout mensuel	1	36	19 053	685 920	1 092,23	228 640	228 640	228 640
	Suivi et évaluation	frais de mission de suivi, journée, bilan, etc.	cout trimestriel	1	12	304 854	914 563	1 456,31	304 854	304 854	304 854
	participation au frais structurels induits à ADISCO	loyer, matériel de travail du personnel administratif	cout mensuel	1	36	133 374	4 801 456	7 645,63	1 600 485	1 600 485	1 600 485
	Divers+imprevus			1	36	7 316	263 372	419,38	87 791	87 791	87 791
	Frais d'administration et de suivi			1	36	145 197	5 227 106	8 323,42	1 874 814	1 775 535	1 576 757
3.4. IPD/AC							65 940 000	105 000,00	30 733 500	16 894 500	18 312 000
	participation aux frais structurels induits à IPD-AC	loyer, matériel de travail du personnel administratif					7 020 000	11 178	2 340 000	2 340 000	2 340 000
	Renforcement des compétences des responsables d'OESS	Frais d'organisation	HJ	3	40	180 334	21 640 000	34 459	7 280 000	7 180 000	7 180 000
	Accompagnement de la structuration des OESS	Frais d'organisation	HJ	1	60	46 833	2 810 000	4 474	2 810 000	0	0
	Séminaire-atelier à la création des incubateurs d'entreprises	Frais d'organisation	HJ	3	20	85 167	5 110 000	8 137	1 770 000	1 670 000	1 670 000
	Création de la base de données des OESS du Cameroun	Frais d'organisation	HJ	3	100	35 833	10 750 000	17 118	4 000 000	2 900 000	3 850 000

	Communication	Coût de la communication	Forfait				3 150 000	5 016	1 400 000	750 000	1 000 000
	Consommables	Consommables de bureau	Forfait	3	1	1 200 000	2 200 000	3 503	1 800 000	400 000	0
	Suivi et évaluation	des ateliers de formations	Forfait				2 600 000	4 140	800 000	600 000	1 200 000
	Frais de gestion liés aux ateliers de formation	Restauration, hébergement, transport, matériel,			1		7 520 000	11 975	7 070 000	250 000	200 000
	Imprévus					-	3 140 000	5 000	1 463 500	804 500	872 000
3.5. IPD-AOS							65 940 000	105 000,00	21 980 000	21 980 000	21 980 000
	Validation des modules	Ateliers de validation	Forfait	4	1	592 500	2 370 000	3 773,89	790 000	790 000	790 000
	Formation : Lancement de l'entreprise	Coût de formation	HJ	30	1	210 000	6 030 000	9 601,91	2 010 000	2 010 000	2 010 000
	1 ^{ère} session : Organisation et gestion d'une entreprise ESS	Coût de formation	HJ	30		260 000	7 800 000	12 420,38	2 600 000	2 600 000	2 600 000
	2 ^{ème} session : Techniques de promotion des produits ESS	Coût de formation	HJ	30		260 000	7 800 000	12 420,38	2 600 000	2 600 000	2 600 000
	3 ^{ème} session : Techniques de recherche de financement	Coût de formation	HJ	30		260 000	7 800 000	12 420,38	2 600 000	2 600 000	2 600 000

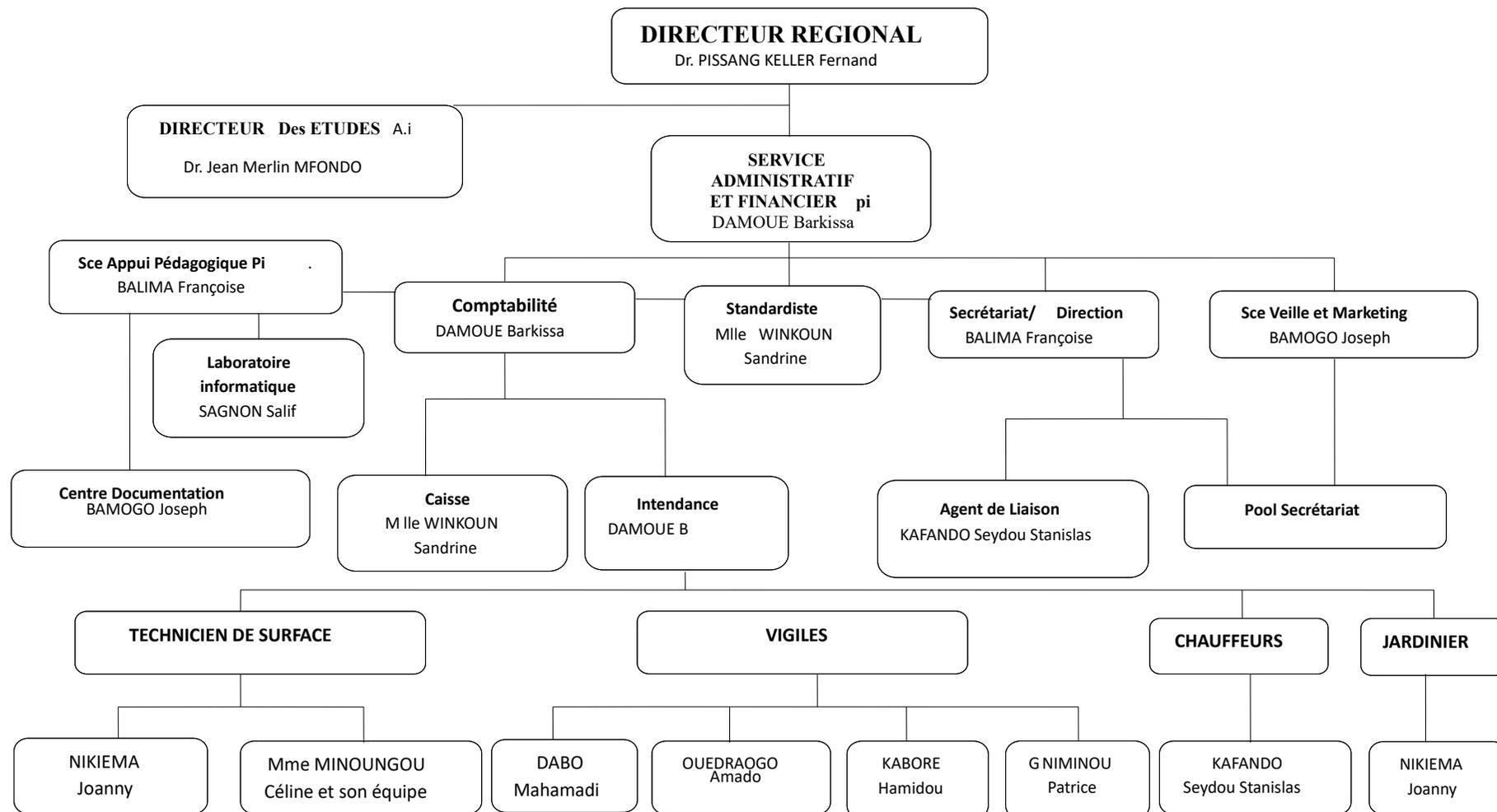
	Formation alternatives	Stages en entreprises, visites	Forfait	30	1	225 000	6 750 000	10 748,41	2 250 000	2 250 000	2 250 000
	Consommables	Consommables de bureau	Forfait	3	1	1 200 000	3 600 000	5 732,48	1 200 000	1 200 000	1 200 000
	Suivi et évaluation	des ateliers de formations	Forfait	3	1	350 000	1 050 000	1 671,97	350 000	350 000	350 000
	Frais de gestion lié aux ateliers de formation	Restauration, hébergement, transport, matériel,		3	1	3 000 000	18 000 000	28 662,42	6 000 000	6 000 000	6 000 000
	Imprévus					-	4 740 000	7 547,77	1 580 000	1 580 000	1 580 000
4.FONCTION-NEMENT							30 060 000	47 866,24	10 020 000	10 020 000	10 020 000
4.1.	Frais de gestion			1	36	410 000	14 760 000	23 503,18	4 920 000	4 920 000	4 920 000
4.2.	Frais administratifs IPD (communication, transports, consommables)	Forfait		1	36	300 000	10 800 000	17 197,45	3 600 000	3 600 000	3 600 000
4.3.	Formation d'administrateurs locaux du site WEB			2	9	250 000	4 500 000	7 165,61	1 500 000	1 500 000	1 500 000

5. SUIVI							3 750 000	5 971,34	1 250 000	1 250 000	1 250 000
5.1	Audit	Forfait		1	3	750 000	2 250 000	3 582,80	750 000	750 000	750 000
5.2	Evaluation/capitalisation	Estimation consultant	Hj	1	3	500 000	1 500 000	2 389	500 000	500 000	500 000
COUTS DIRECTS DU PROJET											
							327 656 508	521 746	115 872 273	106 782 674	105 001 561
CONTRIBUTION DES PARTENAIRES							56 520 000	90 000	12 560 000	18 840 000	25 120 000
S/TOTAL CONTRIBUTION DEMANDEE A LA FGC							271 136 508	431 746	103 312 273	87 942 674	79 881 561
DIVERS+IMPREVUS 5%							13 556 825	21 587	5 165 614	4 397 134	3 994 078
S/TOTAL							284 693 333	453 333	108 477 887	92 339 808	83 875 639
FRAIS DE GESTION IRED 12,5%							35 586 667	56 667	13 559 736	11 542 476	10 484 455
MONTANT TOTAL DEMANDE A LA FGC							320 280 000	510 000	122 037 623	103 882 283	94 360 094
COUTS TOTAUX DU PROJET							376 800 000	600 000	134 597 623	122 722 283	119 480 094

Annexe 2 : Chronogramme des activités du 1^{er} mars 2017 au 29 février 2020

ETAPES DE MISE EN ŒUVRE	2017				2018				2019				2020			
	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim	1er trim	2ème trim	3ème trim	4ème trim
Organisation d'un atelier de validation des modules de formation	22-24 Mars															
Identification des membres des entreprises d'ESS dans chaque pays clé pour prendre part aux formations	1er Mars											31-juil				
Organisation des sessions de formation dans chaque pays clé		Maï									Septemb re					
Missions de partage d'expériences (formations alternatives)					Janvier								Oct. - Déc.			
Collecte et mise en ligne des documents produits ou recensés	1er Mars												29-févr			
Facilitation des propositions de témoignages et de partage d'expériences entre les entreprises africaines de l'ESS	1er Mars												29-févr			
Conception et mise en ligne d'outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS				1er Octobre									29-févr			

ORGANIGRAMME IPD/AOS (2014 -2015)



ANNEXE 4 : LISTE DES ACRONYMES

ACRONYME	Explication
ADISCO	Appui au Développement Intégral et à la Solidarité sur les Collines
AM	Association membre (de la FGC)
CEAC	Communauté économique d'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest
CPC	Conférence Panafricaine coopérative
EAC	East african community
ECOSOL	Economie sociale et solidaire
ESS	
FGC	Fédération genevoise de coopération
IDH	Indice de Développement Humain
IPD	Institut Panafricain pour le développement
OHADA	Organisation pour l'harmonisation du droit des affaires en Afrique
OIT	Organisation Internationale du Travail
OMD	Objectifs du millénaire pour le développement
PASER	Projet d'appui au renforcement du RAESS
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
RAESS	Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire
REMESS	Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire
RENAPESS/BF	Réseau national d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire au Burkina Faso
RIESS	Réseau Ivoirien de l'Economie Sociale et Solidaire
UA	Union africaine
UADC	Université africaine de développement coopérative
UE	Union européenne
UEMOA	Union économique et monétaire de l'Afrique de l'Ouest

ANNEXE 5 : Cadre Logique du Projet

Cadre logique du projet / Fiche de suivi sur la période du 1er mars 2017 au 29 février 2020 :

Objectifs	Indicateur(s) principaux	Activité(s) principales prévue(s)	Résultat(s) principaux attendu(s)	Remarques / risques/ hypothèses
OS1 : renforcer les capacités managériales des entreprises africaines de l'ESS (au cours des ateliers régionaux et nationaux de formation des actrices et des acteurs des six pays clés)	300 leaders et responsables des entreprises africaines de l'ESS des six pays clés du projet formés dont au moins 30% de femmes	1.1 Organisation d'un atelier de validation des modules de formation 1.2 Identification des membres des entreprises d'ESS dans chaque pays clé pour prendre part aux formations 1.3 Organisation des sessions de formation dans chaque pays clé 1.4 Missions de partage d'expériences (formations alternatives) au profit de 15 leaders et responsables dans chaque pays clé	Les 300 leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS exécutent leurs missions avec satisfaction Les 90 leaders et responsables des entreprises africaines d'ESS tirent avantageusement profit du partage des expériences et des pratiques vertueuses mutuelles.	Les politiques nationales sont favorables à l'ESS Stabilité politique des pays concernés
OS2 : mettre à la disposition des entreprises africaines de l'ESS un service international d'appui à travers la plateforme virtuelle de Laboratoire	1. 3000 documents mis en ligne 2. 300 témoignages partagés entre les entreprises africaines de l'ESS 3. 30 outils pratiques de gestion et de promotion des entreprises d'ESS mis en ligne	2.1 Collecte et mise en ligne des documents produits ou recensés 2.2 Facilitation des propositions de témoignages et de partage d'expériences entre les entreprises africaines de l'ESS 2.3 Conception et mise en ligne d'outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS	Les 3000 documents sont disponibles et consultables sur la plateforme Laboratoire ESS Un espace de témoignage et de partage d'expériences reçoit plus de 300 cas d'entreprises africaines de l'ESS Les 30 outils pratiques de gestion et de promotion d'entreprises d'ESS disponibles et consultables sur la plateforme Laboratoire ESS	Engagement limité des leaders et responsables des entreprises africaines de l'ESS par manque de motivation ou d'intérêt

OS3 : assurer la maintenance et le développement du site web ESS	1. un site web fonctionnel et informatif 3. une dynamique de visibilité du site web ESS	3.1 Maintenance et développement du site web ESS 3.2 Conduite d'actions de publicité autour du site web ESS	un site web ESS dynamique utilisé par les entreprises africaines d'ESS	Précarité de la connexion Internet
--	--	--	--	------------------------------------

ANNEXE 6 : PRESENTATION DE L'IPD-AOS

L'IPD-AOS en bref

L'IPD-AOS a été créé le 05 août 1977 sur l'initiative de plus de 80 délégués présents à un Colloque régional pour la constitution du bureau de l'Afrique de l'Ouest et du Sahel à Ouagadougou (Haute Volta) les 19, 20 et 21 janvier 1977. L'IPD-AOS est le meilleur centre de développement concerté, décent et durable dans les douze (12) pays couverts. Sa mission est de former des planificateurs régionaux et gestionnaires de projets pour le développement rural ; proposer des solutions pour former des agents de développement en cours d'emploi (séminaires de courte durée) ; organiser des recherches d'accompagnement à tous les stades des actions de formation et d'appui; et fournir des actions complémentaires d'appui aux services nationaux de formation et de recherche, ainsi qu'aux projets de développement rural.

L'IPD-AOS apporte un soutien considérable à diverses associations actives au Burkina Faso et dans les pays voisins dans le domaine de l'économie sociale et solidaire comme l'Association Féminine Laafi spécialisée dans la fabrication du beurre de karité dans la province de la Sissili ; la Société Coopérative Artisanale RAYIM (construction des hangars, toilettes) dans le département de Niou ; le Groupement Villageois Féminin Nong-Taaba dans la commune de Kaya (production du mil et du niébé à l'échelle industrielle) ; l'Association RAGUSSI à Ouagadougou dans la production et la commercialisation du beurre de karité conventionnel et biologique ; L'Association des Femmes Handicapées «Djigui Espoir » à Ouagadougou dans la fabrication du lait de soja et le conditionnement du mil, blé et riz, etc.

En 2015-2016, l'IPD-AOS a offert les formations ci-après :

- longue durée : Une soixantaine de stagiaires formés en présentiel et en ligne dans les filières suivantes : Planification régionale et aménagement du territoire (PRAT), Genre, Population et Développement (GPD), Télédétection et Système d'Information Géographique (TSIG), Management de Projets et Micro Réalisations (MPMR) et Agriculture et Innovations Technologiques (AIT) aux niveaux Licence et Masters. Il a par ailleurs, démarré en fin octobre 2016, une formation en DESS-PRAT au profit de 24 stagiaires issus des huit pays de l'UEMOA sur la base d'une convention signée entre l'Institut et l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA).
- courte durée : 04 modules de formation portant sur la communication participative pour le développement, le plaidoyer et le lobbying, la gestion axée sur les résultats et la gestion de base de données ont été dispensés à des stagiaires venant de la Côte d'Ivoire, du Niger, du Togo et du Burkina Faso.

Partenariat avec d'autres organismes dans des projets de coopération technique

Par le passé, d'autres projets ont été menés entre l'IPD-AOS et ses différents partenaires dans des domaines variés comme on peut le remarquer dans le tableau ci-dessous :

Nom et nature du projet	Donateur	Montant	Année
Programme de formation de 24 cadres Ouest-Africains en Planification Régionale et Aménagement du Territoire (PRAT)	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA)	66.....	2016/2017
Projet de restructuration du Réseau Africain d'Economie Sociale et Solidaire (RAESS)	Fédération Genevoise de Coopération	62. 909.831 F CFA	2015/2016
Projet de formation des élus locaux et des fonctionnaires communaux sur « <i>La problématique de la mobilisation des ressources locales</i> »	Commune Urbaine de Ouagadougou	17.000.000 FCFA	2012/2013
Etude sur la participation et la responsabilisation de l'homme à la réduction de la violence en matière de scolarisation des filles dans les zones d'intervention de l'ADEP	ONG DIAKONIA	6.920.000 FCFA	2011
Programme de formation de 24 cadres Ouest-Africains en Planification Régionale et Aménagement du Territoire (PRAT)	Union Economique et Monétaire de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA)	76.442.030 FCFA	2011
Etude diagnostic et organisationnelle sur la définition d'un programme de renforcement des capacités : Définition d'un plan de transfert des fonctions d'exécution des campagnes d'alphabétisation de l'UPAPA et UCAPA	Agence Luxembourgeoise de Coopération au Développement	5.274.000 FCFA	2009
Programme d'organisation et d'animation dans le cadre du « <i>Programme Combattre la pauvreté</i> »	Banque Mondiale	7.000.000 FCFA	2001
Programme de renforcement des capacités	International Forum for Capacity Building (IFCB)	US.20.000 dollars	2000
Projet de formation en genre et développement auprès de la SNV-Mali	KIT (Institut Royal des Tropiques) – Pays-Bas	US.16279 dollars	2000
Programme AMINA (Suivi post-formation en gestion financière et comptable)	Banque Africaine de Développement (BAD)	14.532.130 FCFA	2000
Séminaire de formation des formateurs sur la nouvelle méthodologie pour la maîtrise de la gestion des PME/PMI intitulé : « <i>Programme Régional mieux gérer nos entreprises en Afrique de l'Ouest – GERME</i> »	Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)	2.045.400 FCFA	1999

ANNEXE 7 : PROJETS DE PROGRAMME DES ACTIVITES DES PÔLES

a) Ouagadougou (IPD-AOS)

PROGRAMME DES SESSIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE OUAGADOUGOU (An 1 et 2)

(30 participants par session et par an)

Dates et horaires	Activités	Responsable/ intervenant	Technique de facilitation
1^{ère} session : Organisation et gestion d'une entreprise ESS			
Journée 1			
8h30 - 9H15	Accueil, enregistrement et installation des participants	Secrétariat de la rencontre	-hôtesses -badges
9h15 – 9H30	Accueil et installation des invités et officiels	Protocole de l'organisation	Protocole
9H30 – 10H30	Cérémonies d'ouverture officielle de la session	Modérateur	Modération
10h30 - 11h15	Cocktail d'ouverture	Comité d'organisation	Service traiteur
11H15 -11h30	Présentation des participants, des attentes et des objectifs de la formation	Intervenants	Approche interactive (andragogie) avec des exercices et de simulations
11H30 - 13h00	Premier thème : « Introduction à l'ESS : théorie, logique et domaines de l'ESS ¹ »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13h00 - 14H00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14h00 – 17H00	Premier thème (suite et fin) : « La création d'une entreprise ESS : projet et procédures légales »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
Journée 2			
8h00 – 10H30	Deuxième thème : « L'organisation d'une entreprise ESS : constitution d'équipes et organisation du travail »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
10H30 – 11H00	Pause-café	Comité d'organisation	Service traiteur
11h00 – 13H00	Deuxième thème (suite et fin) : « L'organisation d'une entreprise ESS : constitution d'équipes et organisation du »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences

¹ Les domaines couvrent non seulement les secteurs traditionnels de l'agriculture et de l'artisanat mais aussi les secteurs innovants : agriculture biologique, transition énergétique et commerce équitable.

	travail»		
13h00 – 14h00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14h00 – 17h00	Troisième thème : « Les outils de gestion du personnel : réunions, motivation, formations ... »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
Journée 3			
8h00 – 10h30	Quatrième thème : « La négociation sociale »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
10H30 – 11H00	Pause-café	Comité d'organisation	Service traiteur
11H00 – 13H00	Cinquième thème : « La gestion financière des entreprises ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13H00 – 14H00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14H00 – 16H00	Cinquième thème (suite et fin) : « La gestion financière des entreprises ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
16h00-17h00	Evaluation de la session de formation Cérémonie de clôture	Intervenants Participants Comité d'organisation	Echanges /discussions Messages
17H00 - 17H30	Cocktail de clôture	Comité d'organisation	Service traiteur
2^{ème} session : Techniques de promotion des produits ESS			
Journée 1			
8h30 - 9H15	Accueil, enregistrement et installation des participants	Secrétariat de la rencontre	-hôtesses -badges
9h15 – 9H30	Accueil et installation des invités et officiels	Protocole de l'organisation	Protocole
9H30 – 10H30	Cérémonies d'ouverture officielle de la session	Modérateur	Modération
10h30 - 11h15	Cocktail d'ouverture	Comité d'organisation	Service traiteur
11H15 -11h30	Présentation des participants, des attentes et des objectifs de la formation	Intervenants	Approche interactive (andragogie) avec des exercices et de simulations

11H30 - 13h00	Premier thème : « Médias traditionnels (journaux, radios, télévisions) et promotion des produits ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13h00 - 14H00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14h00 – 17H00	Premier thème (suite et fin) : « Médias traditionnels (journaux, radios, télévisions) et promotion des produits ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
Journée 2			
8h00 – 10H30	Deuxième thème : « TICs et promotion des produits ESS : sites Internet, réseaux sociaux... »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
10H30 – 11H00	Pause-café	Comité d'organisation	Service traiteur
11h00 – 13H00	Troisième thème : « LABORATOIRE ESS Afrique et promotion des produits ESS : présentation de la plateforme, de ses opportunités et utilisation »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13h00 – 14h00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14h00 – 17h00	Quatrième thème : « Etude de marché pour lancer un produit ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
Journée 3			
8h00 – 10h30	Cinquième thème : « Marketing et promotion des produits ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
10H30 – 11H00	Pause-café	Comité d'organisation	Service traiteur
11H00 – 13H00	Sixième thème : « Assurance qualité des produits ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13H00 – 14H00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14H00 – 16H00	Septième thème : « Salons, foires et expositions et promotion des produits ESS »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
16h00-17h00	Evaluation de la session de formation Cérémonie de clôture	Intervenants Participants Comité d'organisation	Echanges /discussions Messages
17H00 -	Cocktail de clôture	Comité	Service traiteur

17H30		d'organisation	
3^{ème} session : Techniques de recherche de financement			
Journée 1			
8h30 - 9H15	Accueil, enregistrement et installation des participants	Secrétariat de la rencontre	-hôtesses -badges
9h15 – 9H30	Accueil et installation des invités et officiels	Protocole de l'organisation	Protocole
9H30 – 10H30	Cérémonies d'ouverture officielle de la session	Modérateur	Modération
10h30 - 11h15	Cocktail d'ouverture	Comité d'organisation	Service traiteur
11H15 -11h30	Présentation des participants, des attentes et des objectifs de la formation	Intervenants	Approche interactive (andragogie) avec des exercices et de simulations
11H30 - 13h00	Premier thème : « Techniques de rédaction de documents de demande de fonds »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13h00 - 14H00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14h00 – 17H00	Premier thème (suite et fin) : « Techniques de rédaction de documents de demande de fonds »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
Journée 2			
8h00 – 10H30	Deuxième thème : « Techniques de recherches de financement : sources locales, fonds nationaux et organismes internationaux »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
10H30 – 11H00	Pause-café	Comité d'organisation	Service traiteur
11h00 – 13H00	Deuxième thème (suite) : « Techniques de recherches de financement : sources locales, fonds nationaux et organismes internationaux »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13h00 – 14h00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14h00 – 17h00	Deuxième thème (fin) : « Techniques de recherches de financement : sources locales, fonds nationaux et organismes internationaux »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
Journée 3			
8h00 – 10h30	Troisième thème : « TICs et techniques	Intervenants	Approche interactive

	de recherche de financement »	Participants	(andragogie) Echange d'expériences
10H30 – 11H00	Pause-café	Comité d'organisation	Service traiteur
11H00 – 13H00	Quatrième thème (suite et fin) : « Environnement juridique, plaidoyer, réseautage et mobilisation des fonds » ²	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
13H00 – 14H00	Pause-déjeuner	Comité d'organisation	Service traiteur
14H00 – 16H00	Quatrième thème (suite et fin) : « Environnement juridique, plaidoyer, réseautage et mobilisation des fonds »	Intervenants Participants	Approche interactive (andragogie) Echange d'expériences
16h00-17h00	Evaluation de la session de formation Cérémonie de clôture	Intervenants Participants Comité d'organisation	Echanges /discussions Messages
17H00 - 17H30	Cocktail de clôture	Comité d'organisation	Service traiteur

PROGRAMME DES SESSIONS DE RENFORCEMENT DES CAPACITES DE OUAGADOUGOU (An 3)

Formations alternatives (An 3)			
3 sessions de 5 jours (20 participants par sessions)	Séjour en entreprises ESS	Facilitateurs Participants	Visites d'entreprises Apprentissage in situ

² Les actions de plaidoyer doivent prendre en compte l'environnement juridique interne et externe (loi 14, OHADA, procédures des PTF).

b) Douala (IPD-AC)

N°	Activités	Année1	Année2	Année3
1. RENFORCEMENT DES COMPETENCES DES RESPONSABLES D'OESS				
	Préparation de la formation			
	- Production des kits pour apprenants			
	- Rédaction et édition des supports de cours			
	- Location de la salle de formation			
	- Cérémonies d'ouverture et de clôture			
	- Communication			
	Dispensation des enseignements			
	- Réalisation de travaux bureautiques			
	- Acquisition vidéoprojecteur			
	- Acquisition ordinateurs portables (02) et imprimantes			
2. APPUI : ACCOMPAGNEMENT A LA STRUCTURATION DES OESS (ESPACE METIER ZONE NYLON)				
	- Sélection des intervenants			
	- Atelier de sensibilisation (60 artisans)			
	- Séminaire- Atelier diagnostic			
	- Séminaire-Atelier de planification			
	- Séminaire-Atelier d'accompagnement à la vente des produits espace métier			
	- Suivi des activités			
	- réalisation des travaux bureautiques			
	- Elaboration des outils et supports pour les séminaires-ateliers			
SEMINAIRES ATELIER A LA CREATION DES INCUBATEURS D'ENTREPRISES (COMMUNE ET ESPACE METIER) - 01 ATELIER DE MAIRE ET ADJOINT DANS CHAQUE REGION AVEC 20 COMMUNES				
3. CREATION DE LA BASE DE LA DONNEES DES OESS DU CAMEROUN				
	Identification des OESS (activité annuelle)			
	Analyse des données (actualisation annuelle)			
	Création/actualisation d'un annuaire des OESS avec actualisation			
	Réalisation des travaux d'analyse			
	Mise en place d'un dispositif de communication (site web des OESS du Cameroun et lien avec l'observatoire de Ouagadougou)			

c) Bujumbura (ADISCO)

Num	Titre	Contenu principal	Volume horaire
1.	Lancement de l'entreprise	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Etude du marché ✓ Etablir un compte d'exploitation prévisionnel ✓ Les critères de choix d'une bonne place de l'implantation d'une micro entreprise ✓ Législation et fiscalité des entreprises (Forme juridique de l'entreprise)+ impôts ✓ La recherche du capital (Capital financier, capital humain) pour démarrer une entreprise + épargne et crédit ✓ Education financière (budgétisation et plan d'épargne) 	4 jours
2.	Organisation et gestion d'une entreprise ESS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Création d'une entreprise ESS : projet et procédures légales ✓ Organisation d'une entreprise ESS : constitution d'équipes et organisation du travail ✓ Les outils de gestion du personnel ✓ La négociation sociale ✓ Gestion financière des entreprises ESS 	4 jours
3.	Comprendre le marché	<ul style="list-style-type: none"> ✓ L'organisation du marché ; ✓ La planification des activités ✓ Le développement des stratégies de vente ✓ La négociation ✓ La gestion des problèmes qui interviennent lors des ventes, exemple le manque d'argent / des clients ✓ L'utilisation des 4 p mix du marketing ✓ La gestion d'un marché simple et complexe ✓ La gestion du temps, ✓ La gestion des stocks ✓ Le calcul du risque ✓ Le calcul des bénéfices ou des pertes ✓ L'offre et la demande ✓ L'offre et la demande en considérant le Seuil de la Rentabilité 	4J
4.	Expression orale et écrite d'un entrepreneur SS	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Rédiger et pratiquer son pitch face aux investisseurs 	2 J
5.	Responsabilité sociale des entreprises (RSE) et économie sociale et solidaire (ESS)	<ul style="list-style-type: none"> ✓ RSE : Comprendre le concept, l'évolution et la pratique ✓ ESS : pertinence, valeurs et impact sur l'entreprise ✓ Valeurs ESS dans la RSE ✓ Investissement responsable et investissement d'impact 	3 jours

		<ul style="list-style-type: none"> ✓ Le marché niche « responsable » : labels fairtrade, organique, ect ✓ Les normes RSE dans la contextualisation de l'ESS 	
6.	Rédaction du business model	<p>Rédiger son business model en 3 parties</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Génération de la valeur ✓ Rémunération de la valeur ✓ Partage de la valeur 	10 jours
7.	Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Historique de la Gestion des ressources humaines ✓ Les droits et obligations des employés ✓ Les procédures de recrutement ✓ Les droits et obligations des travailleurs ✓ Les principes de la GRH ✓ Les systèmes de cotation ✓ Les sanctions ✓ Les motivations ✓ Le calcul des salaires ✓ Les principales fiches de la GRH ✓ Caractéristique personnel pour diriger le personnel 	4J

ANNEXE 8. COMPLEMENT AU QUESTIONNAIRE POUR EXTENSION D'UN PROJET

Réf. FGC du / des projet(s) précédent(s) : Projet FGC/IRED 15-45 RAESS

1. Visite(s), mission(s) et évaluation(s) du projet effectuée(s) jusqu'à ce jour

Une autoévaluation du projet a été faite par Yam Pukri Association. Les comptes du projet ont également été audités par un auditeur. Les rapports de ces activités d'évaluation sont intégrés au rapport final d'exécution du projet.

2. Comment ont été pris en compte les éléments relevés par la CT ?

La CT avait relevé les points suivants :

1. Le rôle concret du réseau au niveau local et l'organisation des ateliers : les responsables du RAESS se sont comportés comme des bénéficiaires et ont manqué de dynamisme affiché au profit du projet. L'IPD-AOS, agent d'exécution au niveau local, a assuré presque seul la mise en œuvre du projet.
2. L'Observatoire ESS : c'est l'un des succès les plus éclatants du projet à travers la création et l'animation de la plateforme Labo-raess. Elle offre à la fois des ressources documentaires et un espace d'échange d'expériences entre les entreprises de l'ESS.
3. L'évaluation : une autoévaluation a été réalisée mettant en évidence les acquis et les insuffisances du projet.

4. Comment ont été pris en compte, les conclusions des retours d'information du terrain (rapports, missions, évaluations) :

Comme stipulé dans la convention, IRED a soumis à la FGC tous les documents nécessaires à la compréhension de la conduite du projet et de ses résultats.

5. Principaux nouveaux domaines ou aspects développés (en terme d'objectifs, activités, bénéficiaires, thématique ou géographique, etc.) :

- a) La concentration des efforts sur trois pôles (Ouagadougou, Douala et Bujumbura) pour les activités de renforcement des capacités
- b) Le recentrage sur des IESS concrets et non sur des réseaux nationaux ou internationaux
- c) L'organisation de missions d'échange d'expériences entre les entreprises de l'ESS
- d) L'ouverture de la plateforme Laboratoire ESS à toutes les entreprises de l'ESS en Afrique

6. Evolution au sein de l'AM et sensibilisation du public en Suisse :

RAS

a) Quel apport l'AM a tiré de la collaboration sur ce projet, et ce qui a changé pour elle

La relation IRED.ORG – IPD-AOS est excellente. Elle est due en particulier au leadership de son Directeur Régional et au professionnalisme de son équipe. L'IPD-AOS a su mobiliser les acteurs pour l'organisation des ateliers sous-régionaux. Sa supervision de la création de la plateforme Labo-raess par Yam Pukri a également produit des résultats hautement satisfaisants.

Cependant, les relations avec certains responsables des réseaux membres du RAESS ont été ponctuées d'incompréhensions.

b) Retour d'information sur le projet - Préciser de quelle manière et auprès de qui

IRED a constamment fait remonter les informations sur le projet à la FGC et particulièrement à travers les réponses données aux recommandations de la CT et de la responsable des projets.

ANNEXE 9. POUR UNE EXTENSION: COMPARAISON BUDGETAIRE PHASE PRECEDENTE -
 2 pages max. Réf. projet précédent : Projet FGC/IREC 15-45 RAESS

LIBELLES	Budget total approuvé 01/11/2015 31/10/2016	Exécution ou utilisation du budget	Explication des principaux écarts budgétaires
1. FRAIS DE PERSONNEL	13 968	13 973	+5
1.1 Coordonnateur du projet (Directeur Régional IPD-AOS)	8 121	8 124	+3
1.2 Chargée du Projet (Secrétaire Exécutive RAESS)	5 847	5 849	+2
2. EQUIPEMENTS	1 911	1 882	-29
2.1 IPD-AOS	1 211	1 171	-40
2.2 RAESS	700	711	+11
3. ACTIVITES	96 497	97 015	+518
3.1.1 Identifier/diagnostic des organisations membres : Diagnostic des réseaux membres du RAESS initié avant lancement du projet LABOESS	2 389	2 389	0
3.2.1 Séminaire à Ouagadougou	22 452	22 358	-94 le reliquat du séminaire d'Ouagadougou
3.2.2 Séminaire à Cotonou	23 408	23 314	-94 le reliquat du séminaire de Cotonou
3.2.3 Séminaire à Douala	24 363	24 317	-46 le reliquat du séminaire de Douala
3.5.1 site WEB	4 777	4 778	-1
3.5.2 observatoire/laboratoire IESS	19 108	19 859	751 cet écart est dû à des travaux supplémentaires faits sur le laboratoire
4. FONCTIONNEMENT	7 452	5 217	-2 235 le reliquat des frais de fonctionnement
4.1 Frais administratifs IPD-AOS	4 586	4 590	+4
4.2 Frais administratifs RAESS	2 867	627	-2 240
5. SUIVI	1 990	1 966	-24
5.1 Audit	796	795	-1
5.2 Evaluation	1 194	1 171	-23
6. COUTS DIRECTS DU PROJET	121 818	120 053	1 765
CONTRIBUTION DES PARTENAIRES	15 924	15 924	
S/TOTAL CONTRIBUTION DEMANDEE A LA FGC	105 895	105 895	